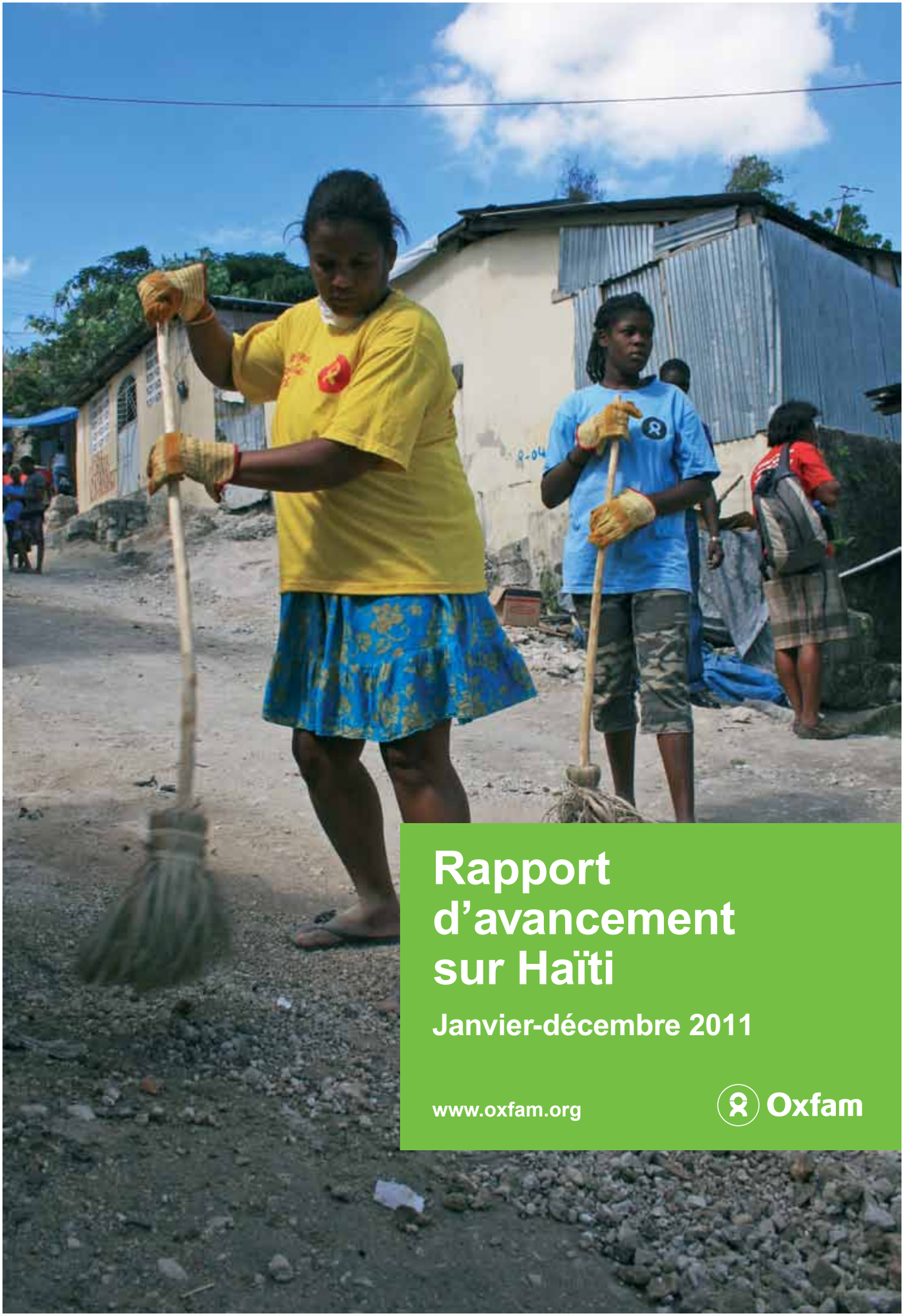


Rapport d'avancement sur Haïti

Janvier-décembre 2011

www.oxfam.org

Oxfam

Table des matières

Avant-propos 4
Introduction 5
1. Approvisionnement en eau salubre et systèmes d'assainissement 9
2. Développement économique et création d'emplois 18
3. Reconstruction des communautés 24
4. Le besoin de protection 28
5. L'approche de partenariat à long terme 31
6. Finances 34
7. L'avenir 37

Page de couverture : Oxfam travaille avec l'organisation communautaire OFAMOLA (Oganizasyon Fanm Mon Laza) pour mettre en œuvre un programme de gestion des déchets à Delmas. Il s'agit entre autres de persuader les habitants du quartier de ne pas jeter leurs ordures dans la rue et de participer à un programme de ramassage des déchets, pour lequel ils paient une cotisation. Ces nettoyeurs des rues perçoivent aussi une petite rémunération dans le cadre du projet pour leur travail de balayage des rues.

Sauf si autrement spécifié, toutes les photos dans ce rapport ont été prises par **Jane Beesley.**

Acronymes

CAMEP	Centrale autonome métropolitaine d'eau potable
DINEPA	Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement
RDC	Réduction des risques de catastrophe
DWR	Disaster Waste Recovery
IOM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
SRO	Solution de réhydratation orale
PHPPSP	Promotion de la santé publique
SMCRS	Service métropolitain de collecte de résidus solides du Département des travaux publics
WASH	Eau, assainissement et hygiène (Water, sanitation, and hygiene)

Avant-propos

Deux ans se sont écoulés depuis que le séisme le plus puissant à avoir secoué Haïti en 200 ans a frappé la capitale de Port-au-Prince et sa zone péri-urbaine. En quelques minutes d'une violence inouïe la ville entière a été dévastée. Plus de 220 000 personnes ont été tuées et 300 000 blessées, et 1,5 million se sont retrouvées sans abri. La même année, une flambée de choléra, puis l'ouragan Thomas, ont succédé au séisme, venant empirer des conditions déjà terribles.

En juin 2010, le nombre de personnes déplacées dans les camps avait chuté jusqu'à 1,3 million. Fin 2011, quelque 520 000 personnes se trouvent toujours dans 758 camps temporaires. On voit encore des bâtiments effondrés, mais une grande quantité de décombres ont commencé à être déblayés dans les rues, ouvrant la voie au lent processus de reconstruction de la capitale haïtienne. Bien que cela soit encourageant, des centaines de milliers de personnes vivent encore sans accès aux services sociaux les plus fondamentaux.

Oxfam travaille en Haïti depuis plus de 30 ans, pas seulement dans les situations d'urgence mais aussi avec des communautés et des organisations locales, afin de trouver des solutions à long terme à la pauvreté endémique à laquelle est confrontée la population au quotidien.

Oxfam restera attentive à la menace du choléra et de situations d'urgence futures, et elle interviendra en fournissant une équipe d'intervention rapide au besoin. Mais à présent – alors que 2011 touche à sa fin – notre axe central a cessé de porter sur les besoins humanitaires immédiats pour revenir sur le développement à plus long terme. Nous travaillons avec des organisations haïtiennes afin de renforcer la société civile pour qu'elle contribue à la reconstruction d'un nouvel Haïti.

Le nouveau gouvernement du président Martelly est confronté à une tâche gigantesque, mais il y a aussi un énorme potentiel pour ce qui est d'un avenir plus positif dans le cadre duquel les ministères, grâce aux fonds engagés par la communauté des bailleurs de fonds internationaux, pourront commencer à avancer plus rapidement dans la reconstruction de logements, la création d'emplois et l'amélioration des écoles et des services de santé. Oxfam travaillera aux côtés du gouvernement haïtien et proposera son expérience du travail au niveau de la base populaire et de l'aide aux communautés pour qu'elles tirent le meilleur parti possible des opportunités de prise de décisions.

Ce rapport a été écrit pour présenter les résultats obtenus par Oxfam au cours de l'année difficile qui vient de s'écouler. Bien que la situation constitue encore une crise humanitaire à de nombreux égards, nous travaillons également sur des programmes novateurs à plus long terme – qui font intervenir des partenariats existants et nouveaux avec des organisations locales – afin de contribuer à l'effort de reconstruction dans son ensemble.

Nous vous remercions de continuer à nous apporter votre soutien.

Jeremy Hobbs
Directeur Exécutif, Oxfam International

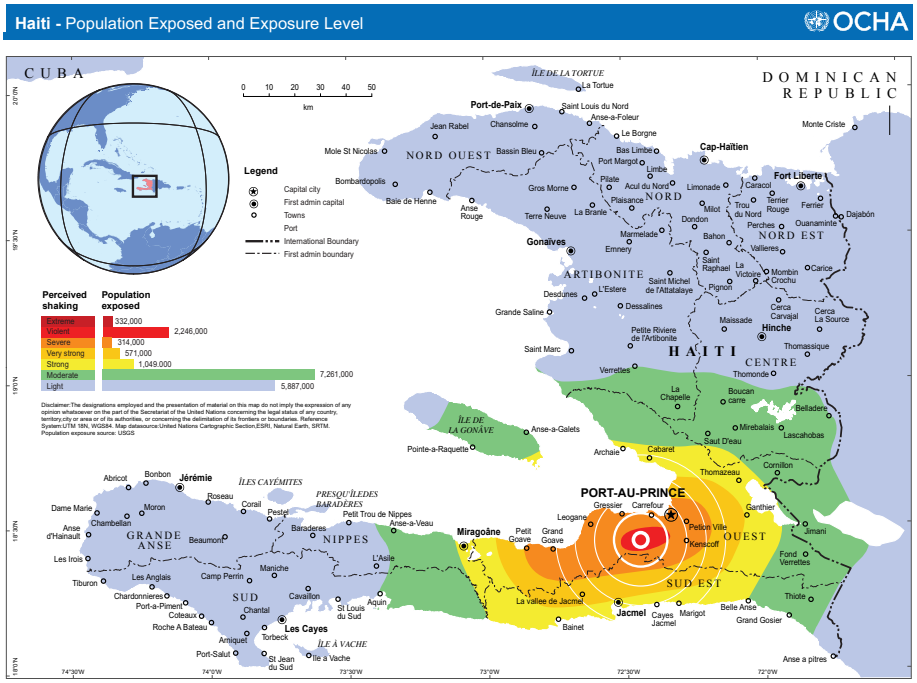
Introduction

Même avant que ne survienne le séisme du 12 janvier 2010, Haïti était d'ores et déjà l'un des pays les plus pauvres du monde. À Port-au-Prince, 86 pour cent [i] des deux millions d'habitants de la ville vivaient dans des bidonvilles densément peuplés avec un accès largement insuffisant à l'eau salubre et aux installations d'assainissement. L'échelle de la catastrophe, conjuguée à la pauvreté et au manque d'infrastructures déjà présents, ont fait de cette opération de secours humanitaires l'une des plus difficiles qu'Oxfam ait jamais entreprises.

Le tremblement de terre a causé la mort de plus de 220 000 personnes et en a blessé plus de 300 000 autres. Il a fait 1,5 million [ii] de sans-abri, tous en quête de sécurité dans de grands espaces ouverts. Ces endroits se sont rapidement transformés en camps temporaires pour personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et c'est surtout dans ces camps que l'intervention humanitaire d'Oxfam s'est déroulée. En 2010, Oxfam est parvenue à plus de 500 000 personnes à travers son programme d'intervention post-séisme, et à 700 000 personnes avec ses activités de prévention du choléra. Et en 2011, lorsque les secours humanitaires ont commencé à se transformer en reconstruction, 532 000 personnes de plus ont été aidées par les travaux menés par Oxfam dans les camps et dans le cadre de leur réintégration à une vie au sein de la communauté dans son ensemble.

Deux ans après le séisme, 520 000 personnes [iii] vivent encore dans des camps temporaires. Ce chiffre représente une diminution, mais il ne signifie pas que les personnes retournent à des conditions de vie améliorées. Pour beaucoup, le manque généralisé de services de base, dont des latrines et des systèmes d'approvisionnement en eau salubre en bon état de fonctionnement, présente un danger considérable pour la santé – les maladies hydriques comme le choléra constituant une menace constante. Le manque d'emplois salariés et le sous-emploi sont aussi des problèmes cruciaux – environ trois habitants de Port-au-Prince sur cinq [iv] mènent une vie de subsistance et font simplement ce qu'ils peuvent pour gagner assez d'argent pour acheter les produits de première nécessité.

La population exposée et intensité de l'exposition au 14 janvier 2010. Carte du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA)



L'intervention d'Oxfam

L'approche d'Oxfam en 2011 s'est modifiée conformément à la situation humanitaire en évolution, dans le cadre de laquelle on a vu les occupants quitter, sans interruption, les camps temporaires pour aller s'installer dans des quartiers intra-urbains et des faubourgs plus permanents. D'après les rapports récents, 40 000 personnes par mois [v] quittent à présent les camps – certaines de leur propre gré et d'autres parce qu'elles en sont expulsées par la force. Cela signifie qu'Oxfam a dû continuer à mener des travaux urgents d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de promotion de l'hygiène (WASH), mais dans un nouveau contexte de travail avec les communautés et les organisations locales afin de trouver des solutions plus permanentes pour satisfaire les besoins à long terme concernant ces services.

L'autre aspect clé du travail mené par Oxfam au cours des deux dernières années (et avant le séisme) a consisté à aider les petites entreprises à prospérer dans la ville et dans les campagnes. Oxfam parle de cet aspect de son travail comme de la « reconstruction des moyens de subsistance ». Il peut s'agir d'activités allant de l'octroi d'une petite subvention à une famille pauvre dans un camp de PDI à un investissement plus important pour permettre à une petite entreprise de démarrer ou d'embaucher de nouveaux employés.

En 2011, Oxfam est parvenue à 532 000 bénéficiaires dans les domaines de travail suivants :

Secteur	Beneficiaries per sector
Eau, assainissement et promotion de l'hygiène	518 000
Aliments d'urgence et moyens de subsistance	5 000
Gouvernance et protection	9 000
Total	**532 000**

Le financement en 2011

Comme nous l'avons signalé dans le rapport d'avancement à un an, Oxfam a mobilisé environ 98 millions de dollars pour son programme d'intervention de trois ans post-séisme. Un revenu supplémentaire de 8 millions de dollars a été mobilisé en 2011, ce qui porte le total des revenus collectés à 106 millions de dollars. Fin 2011, Oxfam aura dépensé environ 96 millions de dollars. Ces fonds ont été consacrés aux efforts en vue de satisfaire les besoins les plus fondamentaux des rescapés du séisme et d'établir des solutions plus durables à la pauvreté à long terme de la population. Les 10 millions de dollars restants seront utilisés en 2012 pour poursuivre les programmes d'Oxfam dans les domaines WASH et des moyens de subsistance, par l'intermédiaire d'organisations partenaires et de groupes communautaires pour continuer à soutenir les efforts de reconstruction.

Des fonds supplémentaires (non mentionnés dans ce rapport) ont été collectés par Oxfam pour intervenir lors de la grave flambée de choléra en Haïti, au moyen de programmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de l'hygiène mis en œuvre en 2010-2011 pour empêcher la propagation de la maladie.

Portée du présent rapport

Le thème principal de ce rapport est la transition, dans un contexte de besoins humanitaires qui continuent d'exister. En effet, plus d'un demi-million de personnes sont encore gravement touchées deux ans après le séisme. Les sections plus précises traitent du travail mené par Oxfam dans les domaines suivants :

- approvisionnement en eau salubre et systèmes d'assainissement ;
- développement économique et création d'emplois ;
- reconstruction des communautés ;
- le besoin de protection ;
- une approche de partenariat à long terme.

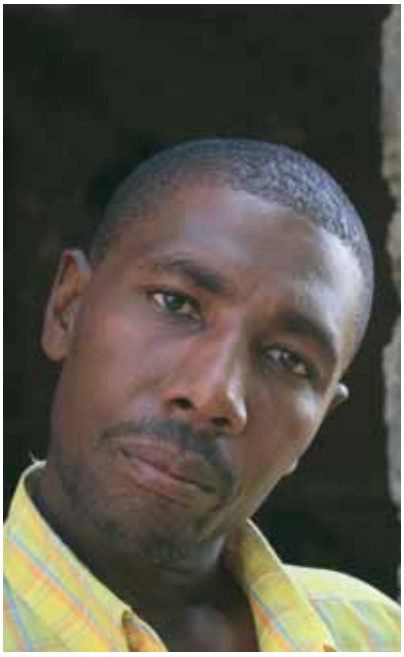
L'objectif du présent rapport est de rendre des comptes aux particuliers, aux gouvernements et aux autres institutions qui ont si généreusement donné au Fonds d'aide aux victimes du séisme (Earthquake Fund), et aux organisations partenaires, aux alliés, aux membres du personnel et aux volontaires.

Dans l'ensemble du rapport, « Oxfam » désigne la confédération Oxfam dans son ensemble, et les affiliés d'Oxfam qui mènent des programmes sur le terrain en Haïti (c.-à-d. Oxfam GB, Intermón Oxfam, Oxfam Québec et Oxfam America) et par l'intermédiaire de partenaires locaux.

La monnaie haïtienne est la gourde et 1 dollar EU vaut environ 40 gourdes haïtiennes.

Haut à gauche: Eloge Maurine vendant de l'eau de son kiosque dans le Camp Jérusalem. Les résidents achètent des seaux d'eau potable, et cet argent sert à faire en sorte que le comité dispose de fonds en quantité suffisante pour financer le transport régulier d'eau par camion vers le camp.

Haut à droite: Cette zone est très isolée. Personne n'était venu ici avant Oxfam », déclare Joseph Gilbert du Camp Jérusalem.



Étude de cas 1
Un profond soulagement pour toutes les personnes qui vivent ici

« Oxfam est arrivée ici en février 2010 », explique Joseph Gilbert, président du Comité de l'eau du Camp Jérusalem – un camp qui abrite 180 familles sur un flanc de colline isolé à Carrefour-Feuilles. « Avant nous devions descendre une colline très abrupte pour aller chercher de l'eau, puis remonter jusqu'en haut avec notre charge. Lorsqu'Oxfam est arrivée, elle a organisé la venue d'un camion tous les jours pour remplir un réservoir souple. Depuis, les gens peuvent aller chercher de l'eau à tout moment et cela ne leur prend plus que cinq à dix minutes. »

En 2011, Oxfam a commencé à supprimer progressivement ses activités directes dans les camps de PDI pour se concentrer plutôt sur la mise en œuvre d'initiatives plus permanentes avec des communautés du quartier. Oxfam a transféré tout son travail aux Comités de l'eau du camp et aux autorités locales.

Oxfam a organisé des réunions avec les résidents du camp pour expliquer pourquoi, et a signé des documents officiels avec le bureau du maire pour déléguer officiellement les responsabilités. Les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont été laissées en bon état de fonctionnement, les latrines ont été creusées et nettoyées, et un nouveau système de drainage a été installé près des lieux réservés à la toilette pour éviter la propagation des maladies. Oxfam a par ailleurs distribué des kits de nettoyage, des packs de traitement de l'eau, des seaux et du savon aux résidents.

« Tout le monde ici va devoir apprendre à s'en sortir », déclare Thermeus Leon, un autre membre du Comité de l'eau. « Tout a bien fonctionné jusqu'ici et nous espérons que tout va bien se passer. Oxfam nous laisse avec beaucoup de choses et maintenant c'est à nous de satisfaire les attentes de tout le monde. »

1. Approvisionnement en eau salubre et assainissement

Lorsqu'Oxfam a commencé à supprimer progressivement ses activités directes dans les camps temporaires, son attention s'est tournée vers la mise en œuvre d'initiatives à plus long terme dans les quartiers intra-urbains et les zones rurales en dehors de Port-au-Prince, où des services plus permanents d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de santé publique ont été établis. Oxfam a travaillé avec des organisations partenaires locales pour identifier les femmes et les personnes les plus vulnérables comme principaux récipiendaires.

Contexte

Avant le séisme, seulement 30 pour cent de la population de Port-au-Prince jouissait d'un accès régulier à l'eau salubre, et à peine plus de 50 pour cent avait accès à des installations d'assainissement [vi]. Cette situation a été aggravée par le tremblement de terre, qui a occasionné des dégâts structurels importants aux systèmes d'égouts et d'approvisionnement en eau déjà limités de la ville, exposant les habitants à un risque encore plus marqué de contamination et de maladies comme le choléra. En 2010, environ 1,5 million de personnes vivaient dans les 1 555 camps temporaires de la ville, chiffres qui en juillet 2011 avaient diminué jusqu'à un peu moins de 600 000 personnes sur 894 sites, les données de suivi récentes indiquant une réduction supplémentaire du nombre des PDI (520 000) et de celui des camps (758) [viii].

L'intervention d'Oxfam dans les camps

Les installations fournies par Oxfam et les ONG internationales (ONGI) ont fait des camps des lieux de vie plus sûrs, certes, mais à aucun moment il n'avait été prévu qu'ils constituent une solution permanente. Un élément implicite du plan opérationnel de trois ans d'Oxfam était la nécessité de terminer les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement et de réduire progressivement les activités directes vers le milieu de 2011.

En 2011, Oxfam travaillait dans 113 camps, parvenant à plus de 500 000 bénéficiaires au moyen d'activités WASH – installation de systèmes d'approvisionnement en eau salubre, construction de latrines et ciblage des résidents avec des initiatives de promotion de la santé publique (PSP) et de nettoyage des camps. Lorsque les secours d'urgence ont commencé à se transformer en reconstruction, Oxfam a entamé le retrait progressif des activités directes dans les camps et, fin 2011, ces activités ne se poursuivaient encore que dans deux des camps, Corail et Golf, particulièrement complexes du fait de leurs populations importantes.

Oxfam a fourni aux nouveaux Comités de l'eau des camps la formation et les outils nécessaires pour entretenir les systèmes d'eau et gérer les relations avec les entreprises de transport d'eau par camion. Les comités achètent maintenant l'eau directement aux fournisseurs et ont mis sur pied des kiosques dans les camps pour vendre de l'eau salubre à 0,12 dollars (soit 5 gourdes) par jerrycan ou seau d'un gallon (environ 3,78 litres). Les habitants de Port-au-Prince payaient le seau d'eau à un prix analogue avant le séisme et le passage de la fourniture d'eau gratuite dans les camps à un service payant n'a pas entraîné de diminution considérable de la consommation. Une récente enquête d'Oxfam n'a observé qu'une petite diminution de la quantité d'eau utilisée par personne et par jour (de 17 litres à 15 litres par personne et par jour). L'application d'un paiement pour se procurer de l'eau dans les camps est aussi utile au moment d'encourager les personnes à penser à l'avenir – et à une vie à l'extérieur des camps – dans un lieu plus permanent.

Ce kiosque à eau a été mis sur pied par une ONG locale haïtienne à Delmas, Port-au-Prince, avec le concours d'Oxfam et de la CAMEP. Photo : Kateryna Perus/Oxfam

Avant la clôture progressive de ses activités dans les camps, il était important qu'Oxfam s'assure du fonctionnement efficace des systèmes et de l'équipement d'approvisionnement en eau. Oxfam a également creusé de nouveaux forages, amélioré des puits et vidé et réparé des latrines. À Cité aux Caves (Delmas) et dans le Camp Golf (Pétionville), Oxfam a construit 13 nouveaux kiosques à eau pour permettre à ceux qui vivaient dans les camps ou à proximité – soit 63 000 personnes selon les estimations – d'acheter de l'eau. Les Comités de l'eau travaillent maintenant directement avec la DINEPA et la CAMEP – les deux principales autorités chargées de l'eau à Port-au-Prince – pour veiller à ce que les activités d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de santé publique, précédemment menées par Oxfam, soient maintenues.

Exemples d'activités WASH menées par Oxfam en 2011 :

- À **Port-au-Prince** et dans la ville de **Léogâne,** Oxfam a construit 653 cabines réservées à la toilette et 256 stations de lavage des mains (citernes d'eau propre mises en place à proximité de lieux très fréquentés, comme les écoles).
- Oxfam a distribué 3 564 filtres en céramique portables aux habitants de **Léogâne et Delmas** ; ainsi, plus de 19 000 bénéficiaires avaient à leur disposition de l'eau potable. Oxfam a par ailleurs diffusé des messages relatifs aux pratiques sanitaires sûres en distribuant 3 500 dépliants et a parlé directement à 1 862 familles (9 000 personnes).
- Les ingénieurs d'Oxfam ont réhabilité 13 pompes à eau et creusé 14 nouveaux forages à **Petit-Goâve, Grand-Goâve** et **Gressier** (trois zones côtières où les services de base font encore défaut), ainsi que dans la ville de **Léogâne.**
- Oxfam a construit 3 563 latrines en 2011, principalement dans les camps. Sur ce total, 1 165 étaient des latrines familiales, destinées à conférer un niveau accru d'intimité et de propreté – quatre ou cinq familles en devenaient ainsi les propriétaires et se chargeaient de l'entretien d'une latrine.
- À **Croix-des-Bouquets,** Oxfam a construit 150 latrines « EcoSan », un type amélioré de latrine sèche surélevée qui, sur une période de 8 à 12 mois, transforme le contenu en compost sans risque. Il est facile de maintenir ces latrines propres et elles subviennent actuellement aux besoins de 2 250 bénéficiaires.
- À **Martissant,** des clubs d'hygiène ont été mis sur pied dans dix écoles, parvenant ainsi à 4 400 étudiants et enseignants. Les enfants en apprennent davantage sur les pratiques sans risque pour la santé et peuvent partager ces connaissances avec leur famille.
- Oxfam a mené une campagne importante de PSP dans les camps, où plus de 40 000 visites de tente en tente ont été effectuées par les agents de promotion de la santé pour aider les gens à comprendre les bonnes règles d'hygiène et les manières d'éviter la propagation des maladies. Les agents de promotion de la santé publique sont parvenus à plus de 95 000 personnes grâce à des campagnes de sensibilisation menées dans les camps et les communautés. Par ailleurs, 106 organisations locales de la société civile ont reçu une formation de la part d'Oxfam pour mener des campagnes d'éducation en PSP à **Port-au-Prince, Petit-Goâve, Grand-Goâve** et **Gressier.** À **Delmas,** 2 150 élèves ont reçu une formation en bonnes pratiques d'hygiène.
- À **Corail,** l'un des plus grands camps de PDI de Port-au-Prince, Oxfam a installé 1,6 km de nouvelles canalisations souterraines afin d'approvisionner 9 680 personnes en eau potable. Treize kiosques ont été construits et reliés à la conduite d'eau, et des compteurs d'eau et des robinets ont été installés. Un système de pompage de l'eau, avec un générateur et une citerne de carburant, assure un flux régulier. La gestion et l'exploitation du système ont été négociées avec la DINEPA, et une formation a été dispensée aux Comités de l'eau pour qu'ils sachent gérer les kiosques ; ils paient la DINEPA au lieu d'Oxfam pour la consommation d'eau.
- Oxfam a installé un forage, une pompe, des canalisations et une citerne pour fournir de l'eau à trois kiosques du camp **Santo 17,** parvenant ainsi à 2 000 habitants. Oxfam a remplacé un générateur alimentant le système par des panneaux solaires pour réduire les frais de carburant. Les économies ainsi réalisées par le Comité de l'eau peuvent servir à entretenir d'autres installations, comme les latrines ou les lieux réservés à la toilette, et à financer le ramassage des déchets solides.

- Dans l'ensemble du département septentrional d'**Artibonite,** Oxfam a réparé 160 puits et construit 1 km de canalisations d'eau, à **Dessources** et **Grande Rivière,** lieux qui, comme la plus grande partie d'Haïti, ne disposent pas d'un système municipal d'approvisionnement en eau.
- Dans toutes les situations d'urgence, les ONGI coopèrent et partagent leurs connaissances techniques spécialisées en formant des « groupes thématiques » *(clusters)*. Oxfam a codirigé le Groupe thématique national WASH des Nations Unies, assurant des réunions structurées régulières et le partage des plans entre la communauté des ONG et les organes gouvernementaux.
- Oxfam a travaillé avec les médias haïtiens pour informer les résidents des camps des plans d'Oxfam concernant la suppression progressive de ses activités. Des journalistes locaux ont été conduits dans les camps pour observer la mise en place des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et poser des questions aux membres du personnel d'Oxfam et aux résidents des camps, qui leur ont expliqué le processus de transition.

Le visage souriant de "Freche Lokal", une entreprise de distribution d'eau parmi les nombreuses de Port-au-Prince, grandes ou petites.
Photo: Kateryna Perus

Esline Belcombe a 25 ans. Elle vit dans le camp Corail avec sa fille de deux ans, sa mère et un neveu. Son mari a péri lors du tremblement de terre. Esline est la présidente de l'un des Comités de l'eau de Corail, un grand camp abritant 20 000 personnes. Elle a reçu une formation de la part d'Oxfam pour pouvoir gérer des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Étude de cas 2
Maintenant, c'est notre communauté

« Nous avons établi le Comité de l'eau en mai cette année », raconte Esline. « Nous sommes chargés d'acheter l'eau (au fournisseur) et de veiller à ce que les gens sachent se servir des kiosques que nous avons maintenant dans le camp, et où ils peuvent acheter de l'eau apte à la consommation. Les gens paient cinq gourdes (0,15 dollars) pour un seau (d'un gallon, soit environ 3,78 litres). Certains se sont plaints que le prix est trop élevé mais nous estimons qu'il est juste. Nous payons 2 000 gourdes (50 dollars) pour 3 000 gallons d'eau. »

« L'argent que nous tirons de la vente de l'eau est versé sur un compte en banque et le comité s'en sert pour acheter de l'eau à la compagnie de transport par camion. Cette eau est ensuite emmagasinée dans un réservoir souple qui alimente les kiosques. Nous tirons un bénéfice pouvant aller jusqu'à 100 gourdes (2,60 dollars) tous les quatre jours », explique Esline. « Nous nous en servons pour acheter des choses dont nous avons besoin, comme de la colle pour réparer le réservoir. »

« Nous voulons obtenir assez de bénéfices pour pouvoir payer une entreprise pour enlever tous les déchets de notre camp. Il faut 89 000 gourdes (2 200 dollars) par mois pour financer ce service. Nous n'en sommes pas là, mais nous faisons tout notre possible pour encourager les gens à ne pas jeter leurs ordures n'importe où. Nous leur donnons des sacs pour qu'ils y mettent leurs déchets, et prévoyons d'acheter quelques brouettes et d'organiser quelques journées de nettoyage. »

« Quelqu'un venu de l'extérieur ne tiendrait pas autant que nous à gérer la situation. Nous voulons planter des arbres. Nous voulons former notre propre entreprise pour ramasser et enlever les déchets et pour pouvoir ensuite employer des jeunes qui ne trouvent pas de travail. Si nous pouvions développer cette activité, nous pourrions obtenir d'autres contrats pour enlever ensuite les déchets dans d'autres sites. Maintenant, c'est notre communauté, et nous devons en assumer la responsabilité. Je me sens heureuse et fière de participer à ce travail en dépit des difficultés que nous rencontrons ici. »

Installations WASH plus permanentes

Pour que les gens puissent quitter les camps et réintégrer leurs communautés sans risque, il était essentiel pour Oxfam de commencer à améliorer les installations WASH dans les quartiers intra-urbains et les zones rurales environnantes.

L'approche adoptée par Oxfam consiste à construire des relations avec les organisations locales qui sont les mieux placées pour indiquer où vivent les personnes les plus nécessiteuses et où il convient le mieux de situer les forages et latrines permanents, ainsi que les autres installations d'assainissement. Il est essentiel que les bénéficiaires soient impliqués dès le début, car ils finiront par être responsables de l'entretien de ces installations une fois Oxfam partie.

Oxfam dispense une formation technique et de gestion aux organisations locales, et accorde la priorité aux besoins des femmes, des filles et des populations vulnérables en les faisant participer aux discussions au début de tous les projets de conception d'installations d'assainissement.

Oxfam travaille avec son partenaire Viva Rio pour construire six unités de « biodigesteurs » à Cité l'Éternel. Chacune des unités comporte sept latrines et chacune de ces latrines « appartient » à six familles, qui en assurent la propreté et veillent par ailleurs au bon fonctionnement des stations de lavage des mains situées à proximité.

Étude de cas 3

Latrines familiales permanentes

« Nous sommes le pont entre la population et Oxfam », explique Homeus Jean Renel, président du Comité d'eau à Cité l'Éternel, une zone de grande pauvreté et de logements médiocres. « Nous travaillons avec Oxfam pour faire en sorte que les gens puissent avoir de l'eau potable et des latrines, et avec des organisations locales pour que la communauté puisse participer au projet. »

Étude de cas 3 *(suite)*

Quarante familles (2 000 personnes) ont été identifiées comme bénéficiaires pour de nouveaux blocs de latrines qu'elles seront chargées de nettoyer et de désenvaser à plus long terme (tous les deux ans). Les latrines sont surélevées, avec des marches et une rampe pour en faciliter l'accès aux personnes handicapées et âgées. Les stations de lavage des mains – bidons en fer-blanc qui se remplissent d'eau de pluie – sont aussi installées à proximité.

« Une fois qu'Oxfam sera partie, nous prendrons la responsabilité des latrines », dit Jean Renel. Chaque famille se chargera du nettoyage quotidien et versera 35 gourdes (0,8 dollars) par mois pour financer le désenvasement professionnel des latrines tous les deux ans. »

Lajoie Lesline et sa famille vont bénéficier d'une nouvelle latrine à « biodigesteur » qui leur fournira, ainsi qu'à 40 autres familles, des toilettes permanentes et sans risque. « Pour vivre bien, il faut être en bonne santé et avoir un environnement propre », dit-elle. « Cela réduit le risque de propagation des maladies ».

Oxfam a obtenu une licence de l'ONG internationale Viva Rio pour la fabrication de six « biodigesteurs » à Cité l'Éternel. Chacun de ces « biodigesteurs » abrite sept latrines et dessert entre 35 et 40 familles (jusqu'à 2 000 personnes). Ils convertissent les déjections humaines en engrais liquide riche en nutriments qui peut être utilisé sur les petites parcelles agricoles. Un des sous-produits est le méthane, qui peut être collecté et utilisé par la communauté ou bien vendu comme source renouvelable d'énergie électrique et thermique. Les travaux se sont achevés en décembre et l'utilisation de ces latrines multi-usages sera suivie par Viva Rio au cours des deux années à venir.

Lajoie Lesline, son mari et ses trois filles sont les bénéficiaires de l'une des latrines. « Lorsqu'on a quelque chose de bien, on veut bien l'entretenir », dit-elle. « Grâce à ces latrines les gens n'auront plus à utiliser la plage, et tout sera donc plus propre, et elles réduiront les risques de maladie pour les gens. »

L'avenir

La transition du programme WASH d'Oxfam des camps à la prestation de services axés sur la communauté a touché à sa fin (dans tous les camps sauf deux) vers la fin 2011. La suppression progressive des activités directes s'est déroulée conformément aux plans ; toutefois, dans certains cas, Oxfam a dû investir plus de temps dans les Comités de l'eau pour qu'ils se sentent plus sûrs d'eux au moment de gérer les activités dans les camps aux côtés des services gouvernementaux nationaux.

Oxfam continuera à améliorer la qualité technique de ses programmes WASH dans les communautés où des installations plus permanentes sont possibles. Pour ce faire, elle partagera ses connaissances techniques spécialisées avec des organismes gouvernementaux comme la DINEPA, elle renforcera les capacités des organisations locales pour les aider à s'approprier les installations une fois ces dernières installées, et veillera au suivi régulier des installations.

Oxfam restera à l'affût des nouvelles tendances des technologies à faible coût et établira des relations avec de nouveaux partenaires, comme les universités, afin de les piloter. En 2012, Oxfam envisage par ailleurs de travailler davantage avec les communautés afin de satisfaire les besoins d'assainissement – en construisant des latrines permanentes appropriées et en assurant l'élimination des déchets solides – dans certaines parties de Port-au-Prince et de ses environs qui sont dépourvues de systèmes d'égouts. Oxfam a l'intention d'intégrer ses activités WASH dans ses programmes de réduction des risques de catastrophe (RRC) à plus long terme, afin d'aider les communautés à se préparer en vue de catastrophes futures.

Oxfam travaillera aussi en étroite collaboration avec ses organisations partenaires pour veiller à ce que les droits et les préoccupations des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes vulnérables soient pris en compte comme partie intégrante des activités ayant trait à l'eau, à l'assainissement et à la PSP. Cela supposera une intégration accrue et le partage des connaissances entre les membres du personnel et les partenaires.

Prévention du choléra

Depuis la première flambée de choléra en octobre 2010, presque 440 000 cas de cette maladie ont été signalés, dont plus de 6 700 morts jusqu'ici [ix]. La propagation du choléra représente une menace sérieuse, mais elle peut être facilement évitée si les personnes ont accès à de l'eau propre et à un système d'égouts fonctionnel. Une fois contracté, le choléra est relativement facile à traiter au moyen d'une solution de réhydratation orale (SRO), mais les gens doivent savoir reconnaître les symptômes et demander de l'aide. Oxfam mène des campagnes de santé publique dans les camps et au sein des communautés, afin d'informer la population des bonnes pratiques d'hygiène et d'assurer le contrôle régulier de la qualité de l'eau. Il s'agit de l'une des meilleures façons de contribuer à réduire le risque pour les personnes de contracter la maladie. Oxfam distribue par ailleurs des sachets de SRO aux personnes qui présentent des symptômes en guise de premiers soins en attendant un traitement plus intensif.

Afin d'atténuer la menace d'une flambée encore plus grave en 2012, Oxfam a entrepris d'autres campagnes intensives de santé publique et à maintenu ses opérations de transport d'eau par camion dans certains camps, opérations qu'elle aurait autrement supprimé. L'approche de prévention d'Oxfam se poursuivra en 2012 ; elle apportera un soutien supplémentaire aux camps dans lesquels elle menait précédemment des activités WASH, et dans les zones urbaines et rurales où le risque de maladie est important.

Oxfam est convaincue que, pour obtenir une réduction à long terme du risque de choléra et d'autres maladies, il est essentiel de mener des activités soutenues de promotion des règles d'hygiène, et de nettoyer régulièrement les sources d'eau infectées. Mais l'aspect le plus important est la nécessité de construire une infrastructure d'assainissement de base à l'échelle nationale. Oxfam poursuivra ses activités de prévention du choléra en 2012.

Voici quelques exemples d'activités menées par Oxfam pour lutter contre le choléra (elles n'ont pas été financées au moyen des fonds recueillis pour l'intervention post-séisme) :

- Dans la zone rurale montagneuse de **Nippes,** où de nombreuses personnes tirent l'eau qu'elles consomment de rivières contaminées et où il est difficile d'accéder aux services médicaux, Oxfam a installé 60 distributeurs de chlore dans 30 villages, ce qui a permis aux communautés de désinfecter leur propre eau de boisson. Oxfam a aussi réhabilité les systèmes d'approvisionnement en eau de quatre villes de Nippes et a fourni à chacune d'entre elles un simple chlorateur pour veiller à ce que l'eau courante puisse être consommée sans risque.
- Des campagnes de mobilisation communautaire sont menées à **Carrefour-Feuilles** pour sensibiliser les populations aux risques et à la prévention du choléra. Les personnes sont incitées à ne boire que de l'eau chlorée, à se laver les mains avec du savon, à identifier les symptômes très tôt et à demander une assistance médicale, et à consommer des sachets de SRO et des solutions de sel et de sucre préparées à la maison.
- Les cas de choléra signalés dans le nord d'Haïti dans des zones rurales proches de **Cap Haïtien** suscitent une inquiétude. Oxfam travaille avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour construire des centres d'isolement et des incinérateurs afin d'améliorer le drainage et pour veiller au fonctionnement efficace des systèmes d'approvisionnement en eau des centres de traitement. Ce travail concerne une population de 268 000 personnes et environ 2 000 patients.

Louigene Guerrier (14) et Dashna Molier (12) apprennent à bien se laver les mains pour réduire les risques dans le cadre du programme de santé publique mené par Oxfam dans les écoles afin de réduire le risque de flambées de choléra.

2. Développement économique et création d'emplois

Les habitants d'Haïti veulent plus d'occasions de travailler et de gagner leur vie pour pouvoir reconstruire leur vie sans être tributaires de l'aide. Oxfam a répondu à cette demande en se concentrant sur des façons de soutenir les chefs d'entreprise, les petites entreprises et les agriculteurs.

Contexte

Le chômage reste un des plus grands défis pour Haïti ; plus des deux tiers de sa population n'ont pas d'emploi salarié [x] et doivent relever le défi quotidien que représentent l'achat d'aliments et le paiement des frais de scolarité. Nombre des personnes touchées sont des femmes. Lorsqu'on ne gagne pas un salaire régulier, on ne peut ni planifier l'avenir, ni réparer ou reconstruire des logements et des vies.

L'intervention d'Oxfam

C'est dans cet environnement qu'Oxfam travaille avec des chefs d'entreprise et des petites entreprises pour contribuer à établir une sécurité financière et à reconstruire les économies locales. Certaines activités ont eu lieu dans les camps, assurant un certain degré de protection aux plus nécessiteux, mais le programme d'Oxfam s'est surtout axé sur l'aide apportée aux petites entreprises pour leur permettre de démarrer et de se développer au sein des communautés.

- À **Carrefour-Feuilles,** Oxfam a accordé à 4 000 familles vulnérables des petites subventions de 50 dollars pour leur permettre d'acheter des produits de première nécessité, comme les aliments et l'huile de cuisine, et les aider à traverser une période difficile. Chacun des bénéficiaires avait accès à un téléphone portable, et lorsqu'il/elle recevait un texto, il/elle se rendait chez un agent agréé pour recevoir les fonds.
- À **Corail** (un grand camp semi-permanent) et dans la zone environnante de **Croix-des-Bouquets,** Oxfam a lancé un programme « filet de sécurité » dans le cadre duquel 109 familles comprenant un membre handicapé ont reçu les moyens de subvenir à leurs besoins fondamentaux. Chaque famille a pu accéder à une formation et à un soutien pour démarrer une petite entreprise. Avec des subventions pouvant aller jusqu'à 500 dollars, les récipiendaires ont mis sur pied une variété de petites entreprises comme la vente de vêtements d'occasion et de plats à emporter, ou ont acheté des outils pour travailler comme ouvriers. Oxfam a aussi négocié une assurance médicale pour les participants au programme. À **Corail** et **Croix-des-Bouquets,** Oxfam a aussi accordé à 170 petites entreprises – dont des boulangeries, des pharmacies et des épiceries – des subventions d'entre 500 et 12 500 dollars, à condition que chaque entreprise embauche un employé de plus.
- À **Carrefour-Feuilles,** 92 petites entreprises ont reçu des subventions en espèces d'entre 1 000 et 10 000 dollars. Cet investissement a aidé des producteurs de produits artisanaux, des marchands de rue, des coiffeurs et des pharmaciens à développer leur activité, le but étant que chacun embauche en moyenne 2,4 personnes.
- À **Port-au-Prince, Delmas, Martissant** et **Miragoane,** Oxfam a octroyé à 1 064 femmes des subventions pour la création d'entreprises et leur a dispensé une formation en lecture, écriture et gestion de budget. Ce programme a donné aux femmes un espace où parler sans risque, notamment de questions sensibles comme la violence au foyer ou au sein de leur communauté.

- À **Martissant,** Oxfam a travaillé avec des groupes locaux pour former une entreprise et faire partie de son conseil d'administration. Ce conseil aidera les artisans locaux à accéder aux technologies modernes et à une formation pour améliorer la qualité et la productivité de leur travail. Oxfam a reconstruit et équipé un atelier pour aider plus de 200 artisans à reprendre leur activité. Cet atelier soutient des personnes travaillant l'acier et fabriquant des matériaux de construction, qui versent une petite cotisation pour louer le matériel. Oxfam développera ce programme pour qu'il englobe, au même endroit, une unité semi-industrielle de production textile travaillant avec des femmes vulnérables.
- Dans le cadre d'une coalition avec d'autres organisations, Oxfam a fait pression sur le gouvernement haïtien pour veiller à ce que tous les plans de réinstallation comportent des dispositions relatives à la création d'emplois. Le gouvernement haïtien met actuellement au point un plan de création d'emplois comme partie essentielle de son projet pilote de réinstallation « 16/6 » (16 quartiers/six camps).
- En janvier 2011, Oxfam a publié un rapport intitulé « De l'urgence au relèvement : Soutenir la bonne gouvernance en Haïti après le séisme ». Ce rapport présente les raisons du manque de progrès sur la reconstruction et recommande des manières pour la communauté internationale de travailler en plus étroite collaboration avec les autorités haïtiennes et le gouvernement du pays pour améliorer les politiques publiques et la redevabilité aux niveaux local et national.

Étude de cas 4
Renaître des cendres

« J'ai perdu ma maison et mon atelier durant le séisme », raconte Kenebye Jovin Thales, de Carrefour-Feuilles. « Avant, j'avais une bonne entreprise de couture et dirigeais une école de confection de vêtements mais, suite au tremblement de terre, j'ai tout perdu.

Kenebye Jovin Thales, récipiendaire d'une subvention d'Oxfam qui lui a permis d'injecter un capital dans son entreprise de confection de vêtements, à Carrefour Feuilles.

Étude de cas 4 *(suite)*

» C'est une de ses amies qui a parlé à Kenebye du programme d'assistance aux entreprises d'Oxfam ; elle a alors demandé une subvention et un prêt. « Il y a deux mois, j'ai reçu 10 000 dollars. J'étais si heureuse. Je ne savais pas vers qui me tourner jusque-là, et je pensais que personne ne me prêterait l'argent sans que j'aie de bien offert en garantie », dit-elle.

Cet argent a aidé Kenebye à emménager dans un nouvel atelier, à réparer des machines à coudre, à acheter de nouveaux stocks de matériel et à embaucher sept employés. Ils travaillent à présent tous ensemble, produisant des vêtements en plus grande quantité. « Avant, je travaillais dans un petit espace avec quelques amis, je ne pouvais pas me permettre de prendre de nouveaux employés. Maintenant nous confectionnons des vêtements pour adultes et pour enfants, des sous-vêtements et des chapeaux. »

Kenebye fabrique et vend une ample gamme d'articles de mode – vêtements pour adultes et enfants, sous-vêtements et chapeaux comme celui-ci. « J'ai besoin de nombreux types de tissus et de différentes machines – pour qu'elles puissent être configurées pour accomplir les différentes tâches », explique-t-elle.

« J'ai perdu de nombreux gros clients suite au séisme », poursuit Kenebye. « Alors maintenant je vais proposer mes vêtements partout où je le peux. Ce qui est très utile, ce sont les foires et les salons de mode que nous avons ici – où nous pouvons aller exposer notre travail. Le fait d'avoir cette subvention et ce prêt me donne aussi un historique de crédit et signifie que je serai en mesure d'accéder à d'autres prêts à l'avenir. Je trouve que c'est fantastique... Cela m'a donné un bien à affecter en garantie et je peux maintenant planifier mon activité et la reconstruire. »

« Lorsque j'ai reçu la subvention c'est comme si le soleil s'était levé, et comme si je pouvais aussi renaître des cendres. Je survivrai, j'irai de l'avant et je donnerai du travail à des gens qui veulent travailler. Il y a beaucoup de gens qui ont besoin de travailler par ici et beaucoup de personnes dotées de bonnes compétences. J'ai un mari et deux enfants et cela leur a donné beaucoup de joie à eux aussi. Avant, je voyais la frustration dans leurs yeux. Maintenant je vois l'espoir. Il est revenu – un nouvel espoir dans leurs yeux. »

Étude de cas 5
Vingt-cinq femmes

« Nous sommes un groupe de 25 femmes. Nous fabriquons du chocolat et du café haïtien, et de la farine de plantain », explique Bouloute Jeanne Emise, présidente du Comité du Femme pour Transframet des Produits Agricoles (COFTEPA). « Aucune d'entre nous n'avait d'expérience préalable en fabrication de ces produits. Nous avions fait le tour de la zone pour découvrir ce que les gens voulaient et décidé que nous pourrions fabriquer ces produits nous-mêmes ».

« Nous avons commencé il y a six mois et, depuis, Oxfam a commencé à nous aider en nous octroyant une subvention et en nous dispensant une formation, de sorte que notre entreprise se développe peu à peu. » Oxfam a versé environ 2 500 dollars à ce groupe de femmes et, avec cet argent, elles ont acheté un nouveau moulin motorisé, des casseroles, des tables, un poêle et une variété d'ustensiles – tout ce dont elles avaient besoin pour accroître leur production. « Maintenant nous pouvons produire plus de farine, de chocolat et de café et vraiment développer notre activité. Nous avons aussi notre propre marque. »

« En plus de l'argent, nous nous sommes également rendues à un séminaire qu'Oxfam avait organisé sur le thème « comment gérer votre activité ». Nous avons appris qu'il était très important pour nous d'apprendre à gérer l'argent. Pour le moment tout fonctionne bien et nous vendons aux habitants du camp Corail, et allons aussi dans d'autres zones, jusqu'à Delmas. Petit à petit nous allons conquérir Port-au-Prince ! Avant d'avoir cette aide d'Oxfam notre situation n'était pas très bonne – nous gagnions très peu d'argent et il nous était difficile d'acheter ce qu'il nous fallait pour fabriquer les produits. Maintenant je peux dire que j'ai un salaire. Je peux nourrir ma famille et envoyer mes deux enfants à l'école. »

Bouloute Jeanne Emise (au premier plan) est la présidente de COFTEPA – une coopérative de 25 femmes qui ont lancé une entreprise de fabrication de café et de chocolat, grâce à une subvention accordée par Oxfam.

Agriculture

Cela fait de nombreuses années que l'agriculture n'est pas considérée comme un moyen viable de gagner sa vie en Haïti. En conséquence, les personnes ont migré vers des villes comme Port-au-Prince en quête de travail. La déforestation et l'érosion des sols ont laissé les terres à l'abandon et en ont entraîné la dégradation. Les agriculteurs restés sur place ne recevaient guère de moyens incitatifs ou d'investissements de la part du gouvernement en vue du développement de leur industrie. La très forte dépendance envers l'importation d'aliments coûteux a fait que plus de 50 pour cent des Haïtiens ont un régime alimentaire médiocre [ix] et ne peuvent pas recourir à l'achat d'aliments meilleur marché et produits au niveau local.

Oxfam aide actuellement de petits cultivateurs et producteurs agricoles à gagner un revenu suffisant de la terre, ce de plusieurs manières :

- en travaillant avec les communautés pour inverser les dégâts occasionnés par la déforestation et l'érosion ;
- en aidant les agriculteurs à s'adapter à un nouvel environnement en utilisant de nouvelles souches de semences et de nouvelles méthodes de plantation ;
- en travaillant avec les agriculteurs pour trouver de nouveaux marchés durables pour leurs légumes, leur riz, leurs fruits et leur bétail.

Oxfam a pris soin d'intégrer et de soutenir le Plan national d'agriculture du gouvernement dans le cadre de l'élaboration de programmes avec les communautés. Elle s'est efforcée de renforcer les capacités et le soutien des autorités gouvernementales locales à Nippes, Artibonite and Léogâne.

- À **Nippes,** Oxfam travaille avec les communautés pour mettre au point des programmes d'agroforesterie. Il s'agit d'aider les agriculteurs à développer 4 758 petites parcelles de terre sur lesquelles les arbres, les cultures, les fruits et le bétail sont exploités tous ensemble afin de maximiser la productivité et l'utilisation des terres. Des variétés de semences qui sont plus adaptées au climat local sont distribuées aux agriculteurs et des projets de conservation des sols sont menés pour améliorer la fertilité des sols.
- À **Jacmel** et **Léogâne**, Oxfam a distribué 1 800 kits contenant des semences, des outils, des poules et des aliments pour volaille à des familles d'agriculteurs.
- Le rapport d'Oxfam « Planter maintenant : défis et occasions pour l'agriculture dans le cadre de la reconstruction d'Haïti » a été utilisé dans une ample gamme d'activités d'exercice de pression en 2011. Le gouvernement haïtien et les bailleurs de fonds internationaux ont ainsi été persuadés d'accroître leurs dépenses destinées au volet agricole du Plan de reconstruction d'Haïti de trois à neuf pour cent. Une version actualisée de ce rapport est prévue pour 2012 qui analysera les progrès réalisés en matière d'investissement agricole.

L'avenir

Oxfam a un rôle productif à jouer comme catalyseur de la croissance des petites entreprises dans les communautés urbaines et rurales. L'injection opportune d'argent et de formation pour permettre à des gens comme Kenebye Jovin Thales de redémarrer son atelier d'articles de mode et d'employer d'autres personnes constitue une manière rentable d'aider les Haïtiens à mettre en pratique des idées rémunératrices. Les comités communautaires de développement d'entreprises, dont Oxfam et ses partenaires locaux font partie, créent par ailleurs un réseau au travers duquel les expériences peuvent être partagées et de nouvelles idées commerciales développées. Il est évident qu'il faut en faire beaucoup plus pour fournir des opportunités d'emploi à long terme aux Haïtiens, et Oxfam utilise son influence pour inciter le gouvernement et la communauté internationale à veiller à ce que la création d'emplois constitue une partie centrale de leurs plans de reconstruction.

Tout au long de 2011, Oxfam s'est aussi jointe à des partenaires locaux pour préconiser une augmentation considérable des investissements du gouvernement dans l'agriculture afin de faire en sorte que ce secteur reste viable. Si cela n'a pas lieu, Haïti deviendra encore plus tributaire des aliments importés et de l'aide alimentaire et les campagnes deviendront un environnement encore plus laissé à l'abandon. Si aucune valeur n'est accordée aux activités agricoles, il n'y aura non plus aucun moyen incitatif pour que les personnes retournent dans les campagnes comme un endroit où vivre et travailler.

Les agriculteurs défrichent des terres dans le village de Lacedras en Haïti. Ils espèrent y trouver une autre source de revenus pour leur famille.
Photo: Ami Vitale

3. Reconstruction des communautés

L'aide aux personnes pour reconstruire les communautés est un thème présent dans tous les principaux domaines du programme d'Oxfam de relèvement post-séisme, que ce soit au moyen d'initiatives qui incitent les personnes à enlever les déchets dans leur communauté, ou par des programmes à grande échelle de déblaiement des décombres avec les autorités locales. Oxfam travaille avec les communautés et des organisations publiques et privées pour enlever les décombres et les déchets afin de reconstruire, et pour aider à préparer le pays en vue de situations d'urgence futures.

Contexte

Le séisme a détruit 105 000 logements, en a endommagé 208 000 et a fait environ dix millions de mètres cubes de décombres. Fin 2011, selon les estimations, presque la moitié de ces décombres a été déblayée [xii].

Bien que des logements soient en cours de construction dans certaines zones et que les gens soient de plus en plus nombreux à quitter les camps temporaires, il reste un énorme problème de manque de terres. Dans bien des cas, les PDI ne quittent pas les camps pour des logements permanents, mais se retrouvent en fait à nouveau sans abri, ou se voient obligés de vivre dans des abris en bois provisoires.

Abris

Oxfam a fourni à plus de 94 000 personnes des abris d'urgence (tentes et bâches) en 2010 avant de supprimer progressivement cet élément du programme. Oxfam a également lancé un programme pilote à plus long terme afin de susciter un intérêt pour la construction de logements résistants aux séismes utilisant des fragments de décombres dans leur construction. Les maisons modèles ont fait l'objet de discussions, mais elles ne constituaient pas une solution durable – en effet, réduire les décombres en fragments de la taille requise pour des murs en gabion (décombres retenus dans des cages métalliques) s'est avéré trop coûteux et les gens ne voulaient pas vivre dans des maisons construites à partir d'autres maisons effondrées. Le programme pilote se poursuit sous forme d'une contribution à la construction de 100 logements de conception différente dans le cadre d'un partenariat avec Caritas Suisse et l'Institut de technologie et d'Animation (ITECA). Les premières familles y emménageront en janvier 2012. Un autre projet de construction de 100 logements supplémentaires, mené avec Haven, est également en cours dans la même zone de **Gressier.**

Déblaiement des décombres et élimination des déchets

En 2011, Oxfam a mené des programmes de travail contre rémunération qui renforcent les capacités des communautés et des organisations locales à gérer l'enlèvement des déchets et des projets de recyclage. Oxfam a fourni des vêtements de protection et du matériel aux ramasseurs de déchets, a construit une station de nettoyage pour les camions d'enlèvement des ordures et a équipé de treuils dix camions. Oxfam a également aidé le maire de **Delmas** à mettre au point un programme de gestion des déchets sans risque pour les espaces publics (p. ex. les marchés).

- Un programme de déblaiement des décombres a été mis en œuvre à **Carrefour-Feuilles** avec le Service métropolitain de collecte de résidus solides du Département des travaux publics en utilisant de grosses machines et une main-d'œuvre locale pour enlever les débris des routes. Ce programme a profité à 900 personnes qui ont été rémunérées pour leur travail. Les décombres ont été utilisés dans de nouvelles

fondations et dans des murs en gabion afin de stabiliser les zones soumises au risque de glissements de terrain.

- Oxfam a lancé un programme d'enlèvement des déchets avec 36 écoles de **Delmas** et dans la ville de **Léogâne.** Des bouteilles en plastique, du bois et du métal sont recyclés pour fabriquer des murs, des parterres surélevés et des bacs à compost dans de petits potagers urbains. Le théâtre de rue est utilisé pour montrer le potentiel du recyclage et de la réutilisation ; on compte 176 représentations à ce jour.
- Oxfam a établi un partenariat avec Disaster Waste Recovery (DWR), une organisation à but non lucratif qui se spécialise dans la gestion des déchets solides. À ce jour, 130 000 personnes ont pris part à des programmes de travail contre rémunération, qui présentent le double avantage de créer des camps plus propres et de permettre aux résidents de gagner un petit salaire. En 2010 et 2011, 102 bâtiments ont été démolis et 15 000 mètres cubes de décombres ont été traités.

Étude de cas 6
Logements plus propres, rues plus propres

L'un des plus grands risques pour la santé dans les zones densément peuplées est l'accumulation d'ordures ménagères. Oxfam a réagi à cette situation en finançant un programme de collecte des ordures à domicile à Delmas avec une organisation locale appelée OFAMOLA (Oganizasyon Fanm Mon Laza).

Les balayeurs des rues reçoivent une petite rémunération de la part d'Oxfam dans le cadre d'un programme de gestion communautaire des déchets à Delmas.

Case study 6 *(suite)*

« La gestion des déchets est un gros problème ici, donc nous ne pouvons pas arrêter maintenant », dit Alah Louis (coordinateur de projet). « À l'heure actuelle, nous gagnons 4 000 gourdes (99 dollars) par mois grâce aux cotisations versées par les ménages, mais nous devons trouver d'autres manières d'accroître nos revenus. Cette activité est si importante pour préserver la santé de la communauté et prévenir les maladies. »

Oxfam a financé la formation de 40 ramasseurs d'ordures à domicile et éducateurs communautaires qui se rendent chez les gens pour les persuader de prendre part au programme. Les récipiendaires versent ensuite 100 gourdes (2,5 dollars) ou 250 gourdes (6 dollars) par mois – selon les moyens dont ils disposent – pour que leurs ordures soient éliminées de manière sûre. Oxfam a aussi distribué des brouettes, des pelles, des masques, des pioches et des poubelles à utiliser par les ramasseurs d'ordures.

Jovani Asistil est l'un des ramasseurs d'ordures. « Nous nous rendons chez les gens trois fois par semaine et ramassons leurs ordures. Puis nous les emmenons à un point de collecte où le SMCRS (Service Métropolitain de Collecte de Résidus Solides du Département des travaux publics) vient les chercher. Il y a 547 familles participantes en ce moment. Nous ne connaissons pas la population exacte de la zone parce qu'il y a de nouvelles personnes qui rentrent des camps tous les jours. »

Marie Thérèse Exsperant a un petit stand de rue où elle vend du charbon, des aliments frits et du pain. « Nous apprécions beaucoup cette activité », dit-elle. « Les ordures ont été enlevées et la rue est balayée. Avant ce projet, les rues étaient très sales et il y a avait des tas de déchets partout. Nos enfants sont moins malades et les mauvaises odeurs ont disparu maintenant. »

Oxfam a aussi mené cinq cours de formation pour améliorer les compétences de gestion et de planification des activités commerciales du groupe. Les membres du groupe ont aussi appris à faire du compost à partir de déchets alimentaires – une autre idée à partager avec les participants au programme de gestion des déchets.

« Je suis marchande de rue, alors j'aime que le cadre soit agréable par ici », dit Marie Thérèse Exsperant, qui se réjouit de travailler dans un environnement plus propre.

Réduction des risques de catastrophe

L'amélioration de la capacité des communautés à faire face et à survivre aux inondations, aux ouragans et aux séismes à l'avenir constituait déjà un volet important du programme d'Oxfam sur Haïti avant 2010 et, durant la transition vers un axe de travail à plus long terme, la RRC continuera d'être un élément essentiel du programme. Ce travail figure dans les activités du programme d'Oxfam à plus long terme dans les domaines WASH et en vue d'améliorer le potentiel des moyens de subsistance.

- À **Port-au-Prince, Gressier** et **Delmas,** Oxfam a embauché 803 personnes dans le cadre d'un programme travail contre rémunération pour nettoyer les rigoles d'écoulement, fournissant ainsi une importante source de revenus et veillant en outre à ce que l'eau de pluie soit acheminée loin des zones risquant d'être inondées. Oxfam a également mené des programmes de formation avec 142 personnes à **Petit-Goâve** et **Grand-Goâve,** après quoi quatre comités de RRC ont été formés, donnant aux gens un espace pour collaborer et identifier et gérer les menaces pesant sur leurs communautés respectives.
- À **Artibonite,** Oxfam travaille avec le bureau du maire local et les municipalités chargées de la planification d'urgence pour les catastrophes futures. Des plans ont été mis en place avec les départements des situations d'urgence et de la protection civile afin de prendre les mesures nécessaires pour se préparer en vue de catastrophes englobant potentiellement des inondations et le choléra. Oxfam a aussi organisé le creusage d'un réseau important de rigoles d'écoulement pour canaliser les eaux de ruissellement après les périodes de pluies intenses, lequel a profité à 60 000 personnes.
- Dans la ville de **Cap Haïtien,** qui est vulnérable aux typhons et aux inondations, Oxfam travaille avec le Département de planification en vue des situations d'urgence pour dispenser une formation à 27 éducateurs et renforcer leurs capacités d'élaboration de stratégies de RRC pour le nord d'Haïti.
- À **Nippes,** Oxfam travaille avec les communautés pour soutenir des programmes de plantation d'arbres afin de réduire le risque d'érosion de la terre et d'inondations, et de construire des murs, stabiliser les rives des cours d'eau, planter du bambou et de l'herbe à éléphant (miscanthus), et améliorer les systèmes d'irrigation en vue de protéger les cultures. Oxfam travaille par ailleurs avec les communautés pour améliorer leur capacité à répondre au risque d'inondations et d'ouragans en menant un travail de sensibilisation aux processus d'alerte rapide et d'évacuation.

L'avenir

Le défi le plus important pour Oxfam consiste à aider le gouvernement haïtien et la société civile à élaborer un plan de reconstruction robuste et durable pour Haïti. Oxfam cherche à créer un espace propice au dialogue entre le gouvernement et la société civile, de manière à ce que la voix de la communauté soit entendue et puisse influencer la politique de reconstruction des logements. Les effets du séisme, la pauvreté endémique, le manque d'accès aux services de base, un environnement dégradé et une succession de catastrophes naturelles sont autant d'éléments qui ont contribué à une augmentation spectaculaire de la vulnérabilité des habitants d'Haïti. De plus, le séisme a gravement affaibli la capacité de l'État à s'adapter et à répondre aux catastrophes.

4. Le besoin de protection

Les personnes en situation de pauvreté en Haïti sont extrêmement vulnérables à la violence, au vol, au viol et aux maladies. Les personnes vulnérables ont beau avoir le droit d'être protégés par l'État, en réalité les systèmes de protection sociale sont très faibles.

L'intervention d'Oxfam

Quelques mois après le séisme, Oxfam a mis en place des mesures pour que les membres du personnel fassent figurer les questions de protection au centre de leurs activités relatives aux programmes WASH et de moyens de subsistance. Il s'agissait entre autres de faire prendre conscience à ses membres du personnel, partenaires et bénéficiaires des dangers et de l'impact de la violence, en particulier envers les femmes, au sein de la communauté et de les aider à savoir comment et quand aiguiller les personnes concernées vers les systèmes de soutien disponibles. Ces activités relatives à la protection acquièrent une importance croissante étant donné le nombre de plus en plus important d'expulsions forcées des camps de PDI.

- Des mécanismes de feedback (retour), p. ex. services d'assistance téléphonique et tableaux d'information, ont été établis dans les camps à l'intention des résidents pour poser des questions et soulever des préoccupations. Ils se sont avérés plus ou moins efficaces. Dans la zone intra-urbaine de **Croix-des-Bouquets,** où un grand nombre de personnes sont maintenant de retour après avoir vécu dans des camps temporaires, Oxfam a démarré des projets avec des groupes communautaires et les autorités locales pour veiller à ce que les victimes de la violence au foyer et fondée sur le sexe soient bien accueillies et intégrées à des activités. Oxfam revigore également ses relations avec des organisations de femmes qui connaissaient un grand essor avant 2010, dans le cadre d'une stratégie menée au niveau de la base populaire pour placer les femmes et les personnes vulnérables au centre même de son programme.
- À **Croix-des-Bouquets,** Oxfam a construit un orphelinat pour 100 enfants et une école primaire mitoyenne pour 400 enfants.
- Oxfam a commencé à intégrer le travail de protection dans son programme relatif aux moyens de subsistance en 2010 et a accru l'échelle de ses activités au fur et à mesure que la création d'entreprises et la formation économique ont pris de l'ampleur. Les femmes sont informées et guidées sur la manière de protéger leurs droits, ce qui les a aidées à se voir comme des chefs d'entreprises égales aux hommes.
- À **Carrefour-Feuilles,** Oxfam a fait participer les femmes comme partenaires égales aux activités de reconstruction, avec le même niveau d'accès que les hommes aux discussions avec les autorités locales et le maire. Un nouveau réseau de femmes a été formé, avec sept organisations de femmes qui commencent à travailler en collaboration.

Étude de cas 7
Le message dans la rue

« Nous avons mis sur pied notre organisation – ACSIS – pour contribuer à l'effort humanitaire », dit Azor Richardson. « Nous sommes 15, tous âgés d'entre 20 et 35 ans. Nous avons inscrit notre nom à la mairie, de sorte que lorsqu'Oxfam s'est mise à chercher des organisations avec lesquelles s'associer pour mener un programme de sensibilisation à la violence fondée sur le sexe, nous figurions sur la liste. Nous voulions participer, parce qu'il y a beaucoup de violence à Carrefour-Feuilles, et c'était l'occasion pour nous d'apporter notre aide et de contribuer activement à la réduire. »

« Oxfam nous a beaucoup appris et a ouvert notre réflexion », explique Beneicia Aoxidor, elle aussi membre du groupe. « Je ne savais pas qu'un homme pouvait violer sa fiancée. Je croyais qu'il ne pouvait y avoir viol que lorsqu'un inconnu attaquait une femme. » Un autre membre d'ACSIS, Pierre Jiphie, a dit : « Il nous manquait beaucoup d'éléments avant de travailler avec Oxfam. Elle nous a aidés à définir ce que fait notre organisation. En murissant, nous comprenons mieux comment nous représenter. »

« Nous savons quelle forme prend la violence fondée sur le sexe et les conséquences de ce comportement sur la personne, la famille et la communauté dans son ensemble », poursuit Pierre. « Le plus gros problème à Haïti, c'est le manque de sensibilisation. Nous voulons nous débarrasser des mythes relatifs à ce type de violence. Les personnes ont différentes réactions à notre travail. Certaines nous ont accusés de faire croire aux femmes qu'elles sont supérieures aux hommes. Mais d'autres disent que notre travail est très important. Nous tentons de proposer nos sessions d'information à tous les habitants de notre zone."

« Nous devons nous montrer prudents en termes de sécurité », dit Azor Johnny (trésorier). « Si nous nous heurtons à une réaction violente, nous appelons la police. Nous informons toujours les autorités des activités que nous planifions. Nous nous montrons prudents sur le plan de la sécurité ». L'équipe se rend compte que ses messages circulent, les gens sont plus nombreux à demander comment ils peuvent se protéger, et des contacts et des adresses sont fournis à ceux qui demandent de l'aide.

Oxfam finance ACSIS pour deux ans, accompagnant l'équipe dans son développement afin que, à la fin du processus, elle soit autosuffisante. « L'idée est qu'Oxfam s'efforce de renforcer notre organisation pour que nous puissions devenir indépendants », dit Azor Johnny.

Azor Johnny (trésorier), Beneicia Aoxidor, Azor Richardson, Kerline Dorvelus et Pierre Jiphte (de gauche à droite) sont tous membres d'ACSIS – une nouvelle organisation de jeunes qui informe et éduque les gens sur la violence envers les femmes.

Expulsions forcées

Après le tremblement de terre, des centaines de milliers de personnes se sont réfugiées dans les espaces ouverts de la ville – parcs, parkings, parvis d'église et cours d'école. La plupart de ces espaces appartiennent à des entités privées et, maintenant que deux ans se sont écoulés, certains des propriétaires veulent récupérer leurs terres. En juillet 2011, l'Organisation internationale pour les migrations (IOM) a signalé qu'il s'était produit une augmentation de 400 pour cent du nombre d'expulsions forcées entre juillet 2010 et juillet 2011. Une PDI sur cinq – soit 100 000 personnes – risque maintenant d'être expulsée.

Nombre des personnes expulsées n'ont pas d'autre endroit où aller, et soit partent dans d'autres camps ou en créent de nouveaux. Bien qu'Oxfam reconnaisse qu'il s'agit d'un problème complexe, le recours à l'expulsion forcée ou à l'intimidation des personnes déplacées est inacceptable. Les personnes qui vivent sur ces terres doivent avoir une alternative, et il faut veiller à satisfaire leurs besoins de logement à long terme.

Lorsqu'Oxfam entend des résidents de camps parler d'une expulsion forcée potentielle, en général après une visite du propriétaire foncier et, à l'occasion, après une confrontation violente, elle en informe les autorités locales et les agences des Nations Unies chargées des questions de protection. Dans le même temps, Oxfam facilite les négociations entre les habitants du camp et les propriétaires fonciers et, lorsque c'est approprié, elle fait intervenir le maire, les autorités locales et l'IOM. Le but est de trouver des solutions à court terme appropriées.

- Oxfam travaille avec l'IOM et le Groupe thématique de la protection pour présenter des recommandations relatives aux procédures standard de fonctionnement à l'attention du gouvernement et des autorités locales, afin de garantir les droits des personnes déplacées.
- Oxfam mène des recherches sur l'impact des expulsions forcées en suivant l'itinéraire d'évacués de quatre camps afin de mieux comprendre les problèmes auxquels ils se trouvent confrontés. En 2012, Oxfam publiera un rapport présentant en détail les effets des expulsions forcées sur les femmes.
- Après que les résidents des camps ont parlé à Oxfam des menaces d'expulsions forcées, Oxfam a lancé 15 intercessions séparées entre le gouvernement, la communauté humanitaire et les propriétaires fonciers locaux, qui ont abouti à des sursis négociés à l'exécution des expulsions.

L'avenir

Oxfam continuera à lutter contre les problèmes liés à la violence envers les femmes et en fera un volet essentiel de son travail humanitaire et de développement à plus long terme en 2012. Oxfam travaillera avec des organisations pour tenter de remédier à des problèmes précis liés à la violence fondée sur le sexe, et continuera à construire des relations robustes avec des groupes de femmes. Oxfam fournira davantage d'informations et de formation à des groupes communautaires, surveillera la mesure dans laquelle les femmes elles-mêmes sont soutenues dans le cadre de ses programmes et travaillera avec d'autres agences et autorités locales pour améliorer les systèmes de protection sociale.

La forte augmentation du nombre d'expulsions forcées constitue un autre avertissement à l'attention du gouvernement haïtien quant à la nécessité urgente de mettre en œuvre un plan complet pour le retour et la réinstallation fondé sur les principes de la dignité et de la durabilité. Oxfam demande instamment au gouvernement haïtien de protéger les droits des PDI conformément au droit international et de reporter et éviter les expulsions forcées dans la mesure du possible – en particulier lorsqu'elles sont violentes et sans préavis. Oxfam travaille aussi en collaboration avec d'autres ONGI et autorités locales dans le cadre du Groupe thématique sur la protection pour influer sur les discussions avec le gouvernement, le Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et d'autres parties prenantes chargées de remédier au problème des expulsions forcées.

5. Une approche de partenariat à long terme

Oxfam travaille en Haïti depuis plus de 30 ans en étroite coopération avec des organisations haïtiennes et d'autres ONG. La plupart des membres du personnel d'Oxfam sont haïtiens (environ 10 pour cent viennent de l'étranger), et ils travaillent soit comme prestataires de secours humanitaires en situation d'urgence soit en partenariat avec des organisations agricoles, des petits groupes de création d'entreprise et des organisations communautaires en milieu urbain et rural.

« Oxfam est la première organisation qui nous a montré ce que signifie la redevabilité. Maintenant nous expliquons toujours aux gens ce que nous faisons au sein d'une communauté. Nous posons aussi cette question aux autres ONG qui viennent travailler ici et leur demandons de se montrer redevables envers nous. Nous avons partagé des idées avec Oxfam dès le début. Oxfam a travaillé avec nous et ne nous a pas imposé ses idées. »
Fleurisme Ismael (qui travaille pour l'organisme gouvernemental ASEC, et est président de COMPHARE)

L'intervention d'Oxfam

Oxfam a travaillé avec une ample gamme de partenaires suite au séisme. Parmi ses nouveaux partenaires figuraient de grands partenaires gouvernementaux et du secteur privé, comme la DINEPA, la CAMEP et des compagnies de transport d'eau par camion, avec lesquelles Oxfam a travaillé pour mener des programmes WASH, de déblaiement des décombres et de construction d'abris. Oxfam a aussi travaillé en partenariat avec de nombreuses organisations haïtiennes de plus petite envergure, œuvrant au sein des communautés pour favoriser la création d'entreprises, fournir des aliments et apporter un soutien ciblé aux moyens de subsistance.

Le tremblement de terre a anéanti l'aptitude des groupes locaux communautaires et de femmes à fonctionner correctement. Parents, amis et collègues ont été tués, bureaux et réseaux fracturés, et l'énergie et l'attention des personnes se sont évidemment dirigées vers les besoins de survie immédiats. Oxfam s'est aussi concentrée sur la satisfaction des besoins immédiats – mais les travaux à long terme se sont également poursuivis avec des partenaires de Port-au-Prince et d'ailleurs. Tandis que la stratégie d'Oxfam se tourne vers la phase de relèvement, le rétablissement des relations avec ses partenaires continuera de constituer une priorité.

Oxfam a veillé à maintenir le dialogue entre les bénéficiaires et les autres parties prenantes pendant qu'elle fournissait des services humanitaires dans les camps et les environs. Il est essentiel de forger des partenariats productifs avec les organismes gouvernementaux locaux et nationaux afin de mettre en œuvre des programmes réussis. Il s'agit souvent d'assurer la liaison entre le bureau du maire ou les ministères gouvernementaux nationaux. Au niveau communautaire, Oxfam a travaillé d'arrache-pied pour créer un espace dans lequel les bénéficiaires et les organisations partenaires puissent soulever les questions qui les préoccupent et résoudre leurs problèmes.

Oxfam aide ses partenaires à travailler en réseau et à renforcer la cohésion sociale, très nécessaire. Par exemple, après le séisme, des cantines ont été mises sur pied à **Carrefour-Feuilles,** où Oxfam a continué à travailler en partenariat avec des organisations locales qui existaient déjà avant le tremblement de terre. Les partenaires ont identifié les personnes qui avaient le plus besoin d'une assistance financière et ont convenu des meilleures manières pour Oxfam de fournir des subventions en espèces. Ce modèle a donné de bons résultats et a donc été étendu à d'autres domaines. Oxfam a cherché de nouveaux partenaires, et a investi du temps avec eux pour veiller à ce que les bons critères soient utilisés pour sélectionner les bénéficiaires afin d'éviter la fraude et les abus. Voici quelques autres exemples d'établissement de partenariats :

- À **Delmas,** Oxfam travaille avec des groupes locaux pour encourager les gens à recycler les ordures. Oxfam a financé l'achat de nouveaux engins de levage et de deux camions d'enlèvement des ordures, de sorte que les ordures sont maintenant ramassées plus fréquemment.

« Au début de notre programme de mobilisation sociale, nous avons discuté avec Oxfam de tous les problèmes auxquels se heurte la communauté. Nous avons constaté que le plus grave problème était lié à la santé, suivi de l'assainissement, de l'approvisionnement en eau, du manque d'électricité et de l'éducation. Puis nous avons cherché des solutions. Ce travail nous aidera à identifier des donateurs et d'autres agences qui pourront travailler avec nous. »
Blanchard Edison (Proteine)

- Oxfam a formé 100 organisations partenaires pour qu'elles puissent mieux gérer et éliminer les déchets solides. Il s'agit de recycler les articles ayant de la valeur et de composter la matière organique. Les partenaires ont également reçu des supports destinés à la formation des populations locales.
- Oxfam a travaillé en étroite collaboration avec la DINEPA – partenaire gouvernemental chargé de la prestation de services WASH dans tous les camps. Elle a soutenu son travail et ses priorités et l'a aidée à former et à renforcer les capacités de ses employés. La DINEPA travaillera maintenant directement avec les comités de l'eau dans les camps où Oxfam a progressivement supprimé les activités directes.
- À travers son programme international de volontaires, Oxfam permet aux organisations de la société civile d'améliorer leurs capacités. Après le séisme d'Haïti, le profil des volontaires et la durée de leur mission ont été adaptés pour mieux servir l'intervention globale d'Oxfam.
- En août 2011, Oxfam a évalué son travail avec ses partenaires de la société civile et des autorités locales durant l'intervention humanitaire. Cette évaluation a fait ressortir la nécessité de cartographier la capacité humanitaire des différents partenaires afin de déterminer les aspects sur lesquels une formation supplémentaire était requise.

Oxfam a également pris soin de communiquer sa propre identité aux bénéficiaires pour qu'ils puissent comprendre la manière de travailler de l'organisation. Par exemple, 2 500 exemplaires d'un dépliant expliquant l'histoire, les valeurs et les façons de travailler d'Oxfam ont été produits en créole et distribués par l'intermédiaire d'agents communautaires mobilisateurs aux comités des camps, aux organisations de la société civile et aux autorités locales. Oxfam a également produit 160 tableaux d'information destinés aux camps et aux quartiers.

Oxfam continuera de se concentrer sur le travail avec les partenaires, et établira de nouvelles lignes directrices pour parvenir à des partenariats plus cohérents et efficaces en Haïti.

Intervention d'Oxfam lors de la situation d'urgence en Haïti : liste des partenaires 2011 par secteur

WASH

ACF (Action Contre la Faim) ; **APROSIFA** (Association pour la Promotion de la Santé Familiale) ; **ARC** (American Red Cross) ; **CEAPA** (Comité d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement) ; **Caritas Autriche** ; **City Halls** – Port-au-Prince, Delmas, Léogâne ; **CHR International** ; **COMPHARE** (Modèle d'Implementation à Travers les Acteurs Locaux) ; **Concern Worldwide** ; **CRS** (Catholic Relief Services) ; **CRWRC** (Christian Reformed World Relief Committee) ; **DINEPA** (Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement) ; **DWR** (Disaster Waste Recovery) ; **Friendship Club** ; **FOKAL** (Fondasyon Konesans ak Libete) ; **GESKHIO** (Groupe Haïtien d'Etude du Sarcome de Kaposi et des Infections Opportunistes) ; **GOAL** ; **GRET** (Professionnels du Développement Solidaire) ; **GIZ** (German Development Cooperation) ; **Handicap International** ; **ITECA** (Institut de Technologie et Animation) ; **Croix-Rouge du Luxembourg** ; **LWF** (Lutheran World Federation) ; **Malteser International** (Aide humanitaire de l'Ordre de Malte en Afrique, en Asie et dans les Amériques) ; **Médecins du Monde** ; **Médicos del Mundo Espaňa** ; **MEDEJH** (Mouvement Educatif pour le Développement et l'Epanouissement de la Jeunesse Haïtienne) ; **MJC/D** (Mouvement des Jeunes de Campèche pour le Développement) ; **MOJUPEDDH** (Mouvements des Jeunes Unis pour la Protection des Enfants Démunis et le Développement d'Haïti) ; **MSF Belgique** ; **MSF Swiss** ; **MSF Holland** ; **MSPP** (Ministère de la Santé Publique et de la Population) ; **MTPTC** (Ministère des Travaux Publics) ; **NOVEDEMH** (Nouvelle Vision pour les Enfants Démunis d'Haïti) ; **OFAMOLA** (Oganizasyon Fanm Mon Laza) ; **OREPA** (Office Regional pour l'Eau et l'Assainissement) ; **OSJD** (Organisation Soleil Justice Pour Le Développement) ; **People in Need** ; **PEJEFE** (Programme d'Encadrement de Jeunes Femmes et d'Enfants) ; **PU-AMI** (Première Urgence – Aide Médicale Internationale) ; **RHVDHA** (Rassemblement des Hommes Visionnaires pour le Développement d'Haïti) ; **Save the Children Fund** ; Écoles de Delmas et Léogâne ; **Solidarité International** ; **SMCRS** (Service Métropolitain de Collecte et Ramassage des Résidus Solides) ; **SOIL** (Sustainable Organic Integrated Livelihoods), **Terre des Hommes** ; **VDH** (Le Volontariat pour le Développement d'Haïti) ; **Viva Rio** ; **Water Committees** (dans divers camps).

Moyens de subsistance

AIBMRD (Association des Irrigants du Bas Maître Rive Droite) ; **AILA** (Association des Irrigants de Liancourt Artibonite) ; **ARUP** (cabinet d'experts mondial) ; **ASSAPVIS**, **ASSURAID**, **AVOVIS-12**, **CAFEM** (Centre d'Appui et de Formation En Management) ; **CODEC** ; **COZPAM** (Plateforme des Associations Communautaires de Zone Métropolitaine) ; **CRAD** (Centre for Development Research and Action) ; **FED** (Femmes en Démocratie) ; **FONKOZE** (Fondation pour microcrédit) ; **FOPS** ; **HI Belgium** (Handicap International Belgique) ; **MAFLPV** (Mouvement d'Aide aux Femmes Liancourt Payen Verettes) ; **MOFAK** ; **MOSODI** ; **MUSOPAH** ; **OCCED'H** (Organisation des Cœurs pour le Changement des Enfants Démunis d'Haïti) ; **ODEBANA** ; **OCIRSED** ; **OJADH** (Organisation des femmes du Morne Lazare) ; **OREFHA** (Organisation pour l'Epanouissement de la Femme Haïtienne) ; **PEJEFE** (Programme d'Encadrement des Jeunes et des Femmes) ; **PEST** ; **RACPABA** (Réseau des Associations Coopératives pour la Commercialisation des Produits Agricoles du Bas-Artibonite) ; **RJPS** ; **RORSS** (Rezo Oné Respè Solidarite Sitwayen) ; **UNICEF** (Groupe thématique WASH) ; **VCI** ; **World Vision** ; **Zakat Zanfan.**

Abris

CRWRD; **GIZ** (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit); **HAVEN**; **MIT** (Massachusetts Institute of Technology).

Réduction des risques de catastrophe

DRC (Department of Emergency Response, Government of Haiti); **Haitian Red Cross.**

Protection

ACSIS (Action Communautaire de Solidarité et d'Intervention Sociale) ; **DPC** (Direction de la Protection Civile) ; **GAAIDH** (Global Action and Aid for Haiti) ; **GVIF** (Groupe Vigilance des Femmes) ; **IOM** (Organization Internationale pour les Migrations) ; **KRO** (Comité de Résistance Organisée ; **MCVH-GASCH** ; **MOFRE** (Mouvement des Femmes Réunies de la Plaine du Cul de Sac) ; **POHD**H (Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits de l'Homme).

6. Finances

Comme nous l'avons signalé dans le rapport d'avancement à un an, Oxfam a recueilli environ 98 millions de dollars pour son programme de trois ans d'intervention suite au séisme. Un revenu supplémentaire de 8 millions de dollars a été obtenu en 2011, ce qui donne un total de fonds mobilisés de 106 millions de dollars. Fin 2011, Oxfam aura dépensé environ 96 millions, et il y a des plans en place pour dépenser le reste durant l'année à venir.

Cet argent a été dépensé dans le cadre d'une intervention humanitaire continue visant à satisfaire les besoins fondamentaux des survivants du séisme et également à établir des programmes de développement à plus long terme.

Les 10 millions de dollars restants seront employés en 2012 pour poursuivre les programmes d'Oxfam dans les domaines WASH et des moyens de subsistance, en travaillant à travers des organisations partenaires et des groupes communautaires pour continuer à soutenir les efforts de reconstruction.

Oxfam a recueilli des fonds supplémentaires (dont on ne rend pas compte dans le présent document) au cours de l'année passée afin de mettre en œuvre des activités supplémentaires avec les partenaires locaux et d'empêcher la propagation de la grave flambée de choléra survenue en octobre 2011 par le biais de programmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de santé publique.

Sources des financements

Les fonds destinés à l'intervention d'Oxfam en Haïti ont émané d'une ample gamme de sources ; environ 52 millions de dollars ont été recueillis grâce aux seules donations publiques. Un montant supplémentaire de 38 millions de dollars a été mobilisé par l'intermédiaire d'autres mécanismes, comme le fonds de la Dutch Cooperating Organisation (SHO) et le Disasters Emergency Committee (DEC) britannique.

Les 16 millions de dollars restants ont été obtenus à travers les gouvernements et d'autres agences, comme par exemple la Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), et les gouvernements espagnol, belge, flamand, écossais et québécois, ainsi qu'AusAID, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et le Département britannique du développement international (Department for International Development - DFID).

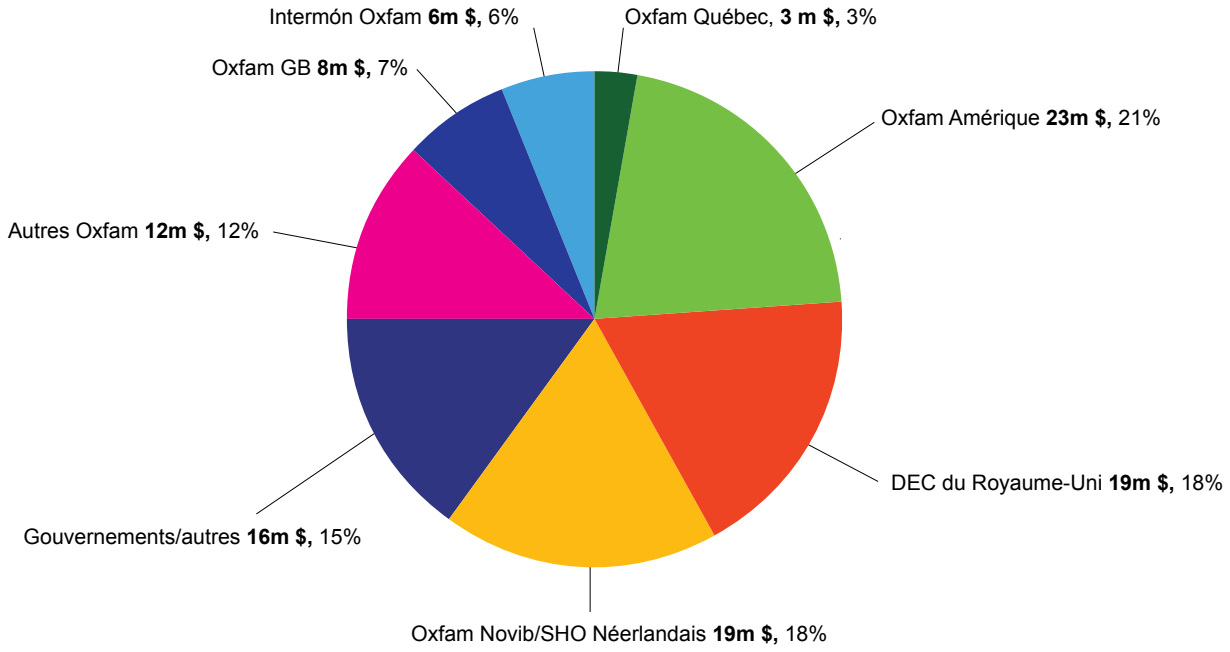
Comment l'argent a été dépensé (2010-2011)

Le principal élément sur lequel se sont concentrées les dépenses d'Oxfam au cours des deux dernières années a été la mise en œuvre du programme WASH d'Oxfam dans les camps de PDI et dans les quartiers intra-urbains : 31 millions de dollars ont été consacrés aux activités urgentes relatives à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène. Un montant supplémentaire de 16 millions de dollars a servi à aider les gens à rétablir leurs moyens de subsistance et à améliorer la sécurité alimentaire. Plus de 5 millions de dollars ont été utilisés pour la fourniture d'abris et la distribution d'articles non alimentaires (comme le contenu des kits d'hygiène).

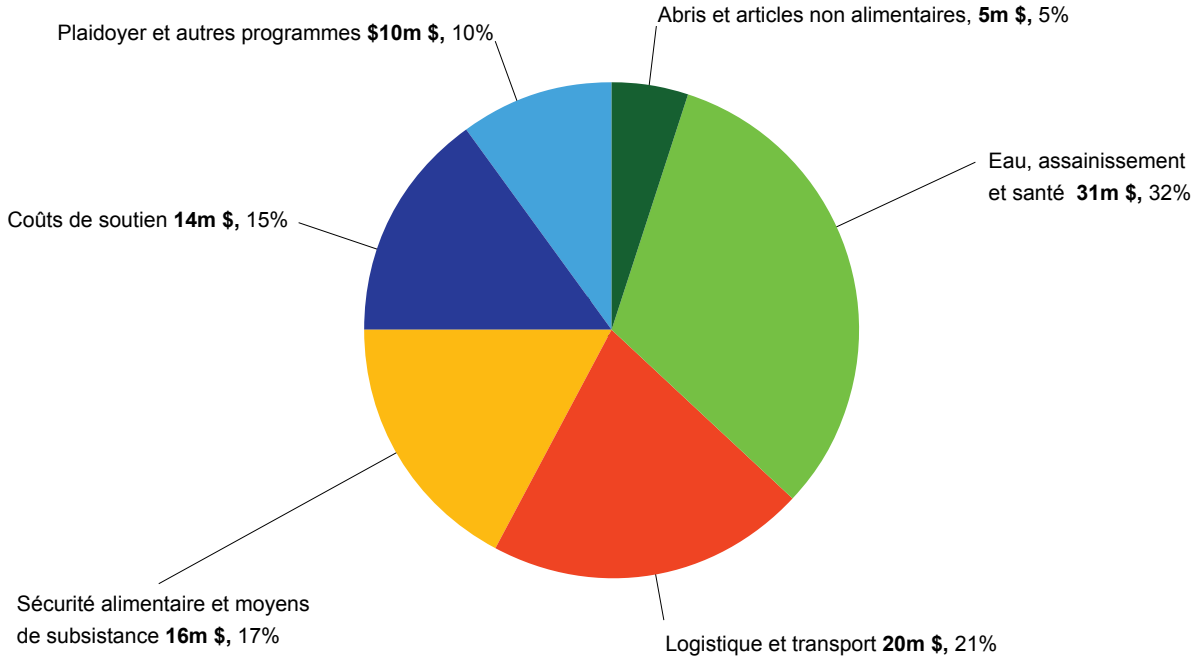
Une intervention d'urgence de cette envergure n'aurait pas pu être menée sans une opération logistique sophistiquée, et 20 millions de dollars ont été consacrés aux efforts fournis pour veiller à ce que les vivres et les équipements essentiels – des bâches en plastique aux structures en bois pour la construction de latrines, en passant par les véhicules – soient achetés, transportés et emmagasinés dans des entrepôts sûrs avant leur distribution et utilisation dans des camps et avec les communautés. De plus, 10 millions de dollars ont été consacrés à des activités comme la réduction des risques de catastrophe, la protection, le plaidoyer, les campagnes et les initiatives médiatiques.

Enfin, 14 millions de dollars ont été consacrés au soutien de gestion, principalement au niveau local mais aussi depuis nos bureaux principaux de par le monde, afin d'apporter le soutien et la supervision externes nécessaires, et de mener des exercices de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage, lesquels ont aidé Oxfam à tirer des enseignements, à réfléchir sur le travail effectué au cours des deux dernières années et à l'améliorer.

Sources de financement pour l'intervention d'Oxfam en Haïti après le séisme – total 106 millions de dollars



Dépenses consacrées à l'intervention d'Oxfam en Haïti après le séisme – total 96 millions de dollars



NB : Le rapport financier englobe l'utilisation de prévisions pour la période octobre-décembre 2011.

7. L'avenir

Oxfam s'est engagée en faveur du processus de reconstruction en Haïti, et elle mettra au point des programmes novateurs pour contribuer à autonomiser les communautés locales et à établir les fondations d'une société civile plus robuste. Il s'agira de :

- travailler en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales locales dans des domaines dans lesquels les installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de santé publique sont insuffisantes et où des solutions permanentes peuvent être établies. Cela n'est pas toujours facile. En effet, du fait des problèmes qui continuent d'exister en matière de régime foncier, il peut s'avérer difficile de trouver des endroits appropriés où construire des latrines communautaires ou de creuser des forages.
- aider les communautés et les autorités locales à ramasser les ordures, à déboucher les rigoles d'écoulement et à améliorer les installations d'assainissement et, par ce biais, à jouer un rôle dans le processus de reconstruction des quartiers.
- fournir des subventions et des prêts au moment voulu pour encourager la croissance des petites et moyennes entreprises, afin qu'elles embauchent ensuite d'autres employés.
- étendre les activités menées avec les petits agriculteurs et les entrepreneurs agricoles afin de renforcer leurs efforts de reconstruction des activités de production et de commercialisation agricoles.
- veiller à ce qu'Oxfam conserve une forte capacité humanitaire pour faciliter une intervention rapide lors des situations d'urgence, parallèlement au renforcement des programmes d'atténuation des effets des catastrophes au niveau communautaire, de manière à ce que les personnes puissent se préparer et soient moins vulnérables aux ouragans, aux inondations ou aux séismes futurs.
- investir dans le renforcement des compétences et des capacités des organisations locales de manière à ce qu'elles fonctionnent plus efficacement et consolider les réseaux de partenaires et d'ONG pour que les informations et les enseignements puissent être partagés. Lorsqu'Oxfam joue un rôle directeur dans les réseaux d'ONGI, cela permet aussi de faire en sorte que les connaissances techniques spécialisées soient partagées et que les questions soient soulevées de façon appropriée au niveau gouvernemental.

La solution du relèvement d'Haïti réside dans l'aptitude du nouveau gouvernement à tirer parti des compétences et de la volonté de son peuple, en tant que partenaire égal, afin de reconstruire le pays qui est le sien.

La majorité des Haïtiens vivent encore dans les zones rurales et dépendent de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance. Il est par conséquent essentiel que l'agriculture occupe une place centrale dans la reconstruction post-séisme et que les communautés agricoles puissent se procurer les terres, les ressources et le crédit dont elles ont besoin pour stimuler les revenus et la productivité.

Durant les années à venir, Oxfam continuera à travailler avec les communautés agricoles pour accroître et diversifier leur production, et trouver de nouveaux débouchés pour la vente de cette dernière dans les villes, grandes et petites.

Kristin Davis, ambassadrice d'Oxfam, discute des produits dérivés de la mangue avec Françoise Anol, qui travaille dans une coopérative de la région haïtienne d'Artibonite. « Nous nous sommes rendus dans la magnifique campagne haïtienne, où nous avons rencontré des membres de coopératives établies pour cultiver le riz et les mangues. Tout ce que veulent les gens, c'est pouvoir un jour exporter leur production », raconte Kristin. « J'ai rencontré des agriculteurs, des marchands de rue et des groupes d'aide de femmes que le soutien apporté par Oxfam aide à se relever. Le chemin du relèvement sera long, mais mon sentiment est vraiment qu'Haïti a passé le moment critique et que c'est un futur prometteur qui l'attend. J'ai senti ce potentiel, cette énergie, des camps de Port-au-Prince aux terres agricoles en milieu rural. » Photo : Claire Lewis/Oxfam

Notes de fin

I. Oxfam : De l'urgence au relèvement : Soutenir la bonne gouvernance en Haïti après le séisme, 2011

II. Chiffre du gouvernement haïtien, Marie-Laurence Jocelyn Lassegue, ministre de la Communication (2010)

III. Organization Internationale pour les Migrations (IOM), 30 Nov 2011

IV. Fiche d'informations de la Central Intelligence Agency (CIA), Haïti 2011

V. Organization Internationale pour les Migrations (IOM), 2011

VI. Oxfam : De l'urgence au relèvement : Soutenir la bonne gouvernance en Haïti après le séisme, 2011

VII. Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires, OCHA 2011

VIII. Organization Internationale pour les Migrations (IOM), 30 Nov 2011

IX. Ministère de la Santé, gouvernement haïtien

X. Agence des États-Unis pour le développement international, Fiche d'informations 2. 2012

XI. Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), Septembre 2011

XII. Post Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe), Oxfam 2010

Ce document a été rédigé par Lucy Davies. Oxfam remercie Ana Castor Arendar, Sue Rooks, Amelie Gauthier, Paul Clough, Emma Dale, Cecilia Millan, Yolette Etienne, Claude St Pierre, Maurepas Jeudy, Stephania Musset, Lynn Dolen, Cardyn Fils-Aime, Dieudonne Raymond, Juliette Humble, Maura Hart, Charles Peleg, Widlyn Dornevil, Soraya Verjee, Lucy McGovern, Laura Hurtado, Marquise Giguère pour leurs participation.

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer audébat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courrier électronique à : information@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro
ISBN 978-1-78077-026-0 en janvier, 2011. Oxfam GB, Oxfam House,
John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

Oxfam est une confédération internationale de 15 organisations qui travaillent ensemble dans 98 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org),
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au),
Oxfam-in-Belgium (www.oxfamsol.be),
Oxfam Canada (www.oxfam.ca),
Oxfam France (www.oxfamfrance.org),
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de),
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk),
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk),
Oxfam India (www.oxfamindia.org),
Intermón Oxfam (www.intermonoxfam.org),
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org),
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org),
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz),
Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl),
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam, travaillent vers une affiliation complète :
Oxfam Japan (www.oxfam.jp)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
www.oxfam.org

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org.

Courrier électronique : advocacy@oxfaminternational.org

Oxfam GB is a member of Oxfam International.
Registered charity in England and Wales No 202918 and Scotland SC039042
Inhouse: 5233

Oxfam

www.oxfam.org